

Regulatory & Compliance Update

Nouvelles réglementations entrées en vigueur et actualité des projets de réglementations dans les domaines bancaire et Asset Management

Octobre 2025

Digital Regulatory Monitoring

Garder une vue d'ensemble, gagner du temps et gérer les exigences réglementaires efficacement – sur votre ordinateur, votre tablette ou votre téléphone portable. Trop beau pour être vrai? Vérifiez par vous-même.

Testez dès maintenant et gratuitement pendant 3 mois.



Inscrivez-vous sur
notre site Internet.

www.bdo.ch/drm-fr

Remarques importantes

La présente publication propose un aperçu des principales réglementations du droit des marchés financiers récemment entrées en vigueur. Elle tient compte du droit international des marchés financiers, respectivement des lois internationales, notamment celles de l'UE, dans la mesure où la commercialisation de produits et de services de la Suisse vers l'étranger implique une obligation de respecter le droit étranger applicable (p. ex. protection des investisseurs). La publication présente également les projets de réglementations pour permettre aux destinataires une planification anticipée des éventuels projets de mise en œuvre des exigences légales ou réglementaires.

Les destinataires de cette publication sont les banques, les maisons de titres, les établissements impliqués dans la gestion d'actifs (direction de fonds, gestionnaires de fortune collective, SICAV, SICAF, SCmPC, autres placements collectifs de capitaux, banques dépositaires de placements collectifs de capitaux, représentants), les gestionnaires de fortune et les trustees.

Étant donné que les modèles d'affaires (prestations de marché) et les orientations territoriales (nationales ou internationales) diffèrent d'un destinataire à un autre, les destinataires ne sont pas tous directement concernés, ni, le cas échéant, dans la même mesure, par ces modifications légales ou réglementaires. Les assurances ne sont pas prises en compte.

Les lois/projets sélectionnés revêtent, de notre point de vue, une importance particulière en raison de leur portée et de leurs répercussions, notamment sur le plan des modifications de processus et des contrôles nécessaires (SCI).

Cette présentation ne se veut pas exhaustive et BDO exclut toute garantie quant à l'exactitude des informations qu'elle contient.

BDO décline toute responsabilité pour les dommages éventuels qui en résulteraient. Les destinataires de cette publication ne sont pas dispensés de l'obligation de se familiariser en détail avec les bases juridiques originales ou les modifications légales et réglementaires. BDO se réserve le droit de procéder à des simplifications quant à la présentation de sa publication.

Sommaire

Nouveautés prévues ou entrées en vigueur 4

Échange automatique de renseignements (EAR)	5
Protection des investisseurs/Mesures organisationnelles pour prestataires de services financiers	6
Établissements financiers/Gestionnaires de fortune	7
Droit de la SA (CO) Art. 620 ss	8
Protection/Sécurité des données	9
Lutte contre le blanchiment d'argent.	10
Analyse des risques de blanchiment d'argent.	11
Normes GAFI de lutte contre le blanchiment d'argent.	12
Sanctions SECO, UE et OFAC/Sanctions du Conseil fédéral à l'encontre de la Russie	13
Utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur financier: opportunités, risques et évolutions futures (1/2)	14
Utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur financier: opportunités, risques et évolutions futures (2/2)	15
Rapport sur les questions climatiques en Suisse	16
Risques opérationnels banques et Résilience opérationnelle (1/2)	17
Risques opérationnels banques et Résilience opérationnelle (2/2)	18
Réduction des risques sur les marchés immobilier et hypothécaire dans les opérations de crédit	19
Surveillance consolidée selon la LB et la LFin.	20

Actualité des projets de réglementations 21

Création d'un registre de transparence pour les ayants droit économiques.	22
--	----

**Nouveautés prévues ou
entrées en vigueur**

Échange automatique de renseignements (EAR)

Multilateral Competent Authority Agreement (MCAA) et Common Reporting Standard (CRS), comme bases légales internationales Loi sur l'EAR, Ordonnance sur l'EAR et AFC: «Directive sur la Norme relative à l'échange automatique de renseignements en matière fiscale» (08.01.2021)

Principes de base et nouveautés

- ▶ Dans la très grande majorité des cas, la Suisse applique l'EAR sur la base de l'accord multilatéral entre autorités compétentes (Multilateral Competent Authority Agreement; MCAA). Avec l'Union européenne, Hong Kong et Singapour, la Suisse applique l'échange automatique sur la base d'accords bilatéraux.
- ▶ La liste de l'ensemble des États et territoires avec lesquels la Suisse entretient des relations d'échanges bilatérales actives se trouve sur le site Internet de l'OCDE. Cette liste comprend les nouveaux États partenaires de la Suisse concernant l'EAR. Elle est tirée de la liste disponible sur le site de l'Administration fédérale des contributions (AFC), laquelle est régulièrement mise à jour et l'emporte sur celle établie par l'OCDE.
- ▶ Nouveaux États partenaires depuis le 01.01.2025:
 - Géorgie (juridiction réciproque)
 - Moldavie (juridiction réciproque)
 - Ukraine (juridiction réciproque)
 - Belize (juridiction réciproque)
 Remarque: lorsque qu'un État se déclare «juridiction non réciproque permanente», il doit livrer des informations sur les comptes financiers aux États partenaires, mais n'en reçoit pas de son côté.
- ▶ La transmission automatique de renseignements concerne quatre catégories d'institutions financières («institutions déclarantes»): i) les établissements de dépôt, ii) les institutions gérant des dépôts, iii) les entités d'investissements et iv) les organismes d'assurance particuliers.

- ▶ Obligations pour les institutions financières suisses déclarantes (chiffres selon directive de l'AFC):
 - Enregistrement auprès de l'AFC (cf. Ch. 10.1)
 - Respect des obligations de diligence raisonnable concernant l'identification de comptes soumis à déclaration (cf. Ch. 6)
 - Obligation d'informer les clients (cf. Ch. 8) et
 - Procédure de déclaration à l'AFC des renseignements à échanger concernant les comptes soumis à déclaration (cf. Ch. 7)

Délais fixés pour la transmission

- ▶ Les intermédiaires financiers suisses déclarants transmettent annuellement et de manière électronique les renseignements à l'AFC, au plus tard le 30 juin qui suit l'année civile à laquelle se rattachent les renseignements.

Nouveautés du modèle EAR

- ▶ L'échange automatique international de renseignements en matière fiscale doit à l'avenir inclure les crypto-valeurs (Crypto Asset Reporting Framework, CARF). Lors de sa séance du 6 juin 2025, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à l'approbation de l'introduction de l'échange automatique de renseignements (EAR) sur les actifs crypto-actifs avec les États partenaires concernés. L'entrée en vigueur est prévue pour 2026, avec un premier échange de données en 2027.

Objectif

- ▶ Le CARF doit combler les lacunes du dispositif de transparence fiscale et garantir que les fournisseurs de crypto valeurs soient traités de la même manière que le secteur financier traditionnel. La mise en œuvre du CARF étend la réglementation avancée du marché des cryptomonnaies en Suisse et contribue à la crédibilité et à la réputation de la place financière suisse.

Consultation

- ▶ Le Département fédéral des finances (DFF) a élaboré un projet de consultation pour la mise en œuvre de l'EAR étendu. La Suisse a l'intention de mettre également en œuvre le CARF.

- ▶ L'extension de la nouvelle norme EAR concerne les cryptoactifs ainsi que la modification de cette dernière sur la notion des comptes financiers.
- ▶ L'extension comprend également un certain nombre de définitions et de clarifications afin de combler les lacunes et de garantir une applicabilité uniforme des règlements.
- ▶ Le Conseil fédéral a adopté le message pour approbation le 6 juin 2025.

Mesures à prendre

- ▶ Depuis le 30 juin 2023: exécution des devoirs d'obligations annuelles de renseigner à l'attention de tous les États partenaires (y compris la première fois avec les États avec lesquels la Suisse applique l'EAR à partir de janvier 2023)
- ▶ Vérification préalable (review) de la base de données des avoirs/comptes financiers concernés (financial assets) en ce qui concerne les mutations pertinentes pour l'EAR (p. ex. départ d'un État tiers) sur la base des États partenaires actuels (voir liste SFI)
- ▶ Cadre de contrôle avec vérification des mutations et comparaison avec les paramètres EAR; voir aussi obligation LBA (AML) de vérification périodique de la documentation des clients selon une approche basée sur les risques depuis le 01.01.2023

Calendrier

Extension du modèle EAR aux valeurs crypto: dès le 1er janvier 2026



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Indirectement ou partiellement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Pas concernés

Protection des investisseurs/Mesures organisationnelles pour prestataires de services financiers

Loi sur les services financiers (LSFin)

Ordonnance sur les services financiers (OSFin)

Circ.-FINMA 2025/02 «Règles de comportement selon la LSFin et l'OSFin» avec «Rapport explicatif»

Principes de base et nouveautés

- ▶ La loi sur les services financiers (LSFin) a été créée pour améliorer la protection des investisseurs en renforçant les obligations de diligence et les obligations organisationnelles des prestataires de services financiers et pour combler le fossé en matière de connaissances qu'il y a entre les investisseurs inexpérimentés et les prestataires de services financiers. La LSFin permet d'accorder la législation suisse à la législation européenne (MiFID II/MiFIR, etc.).
- ▶ Obligation d'informer les clients avec la conclusion du contrat, respectivement avant l'exécution de l'opération, des coûts et frais ainsi que des conditions spéciales que la banque facture pour ses prestations. Ces informations obligatoires et éventuelles adaptations doivent être communiquées à temps.
- ▶ Classification des clients: Subdivision de tous les clients en clients privés, professionnels ou institutionnels.
- ▶ Règles de conduite: Examen de l'adéquation («suitability») et du caractère approprié («appropriateness») des produits financiers et des services financiers, en fonction du segment de clientèle et du type de service; le conseil en placement (en tenant compte du portefeuille du client (pas des transactions) ou la mise en œuvre d'un mandat de gestion de fortune nécessite les deux tests précités pour les clients privés: connaissance de la situation financière du client, c.-à-d. revenu et fortune (cf. art. 5 OSFin, comme métaux précieux et assurances vie avec valeur de rachat); y compris les engagements actuels et futurs; en cas de rapports de représentation, le prestataire de services financiers tient compte des connaissances et de l'expérience du représentant (réglementation dans la procuration); exceptions: en cas d'exécution only (indépendamment de la complexité de l'instrument financier) et pour les clients professionnels (y compris les clients privés fortunés selon l'art. 5 LSFin).
- ▶ La vérification du caractère approprié et de l'adéquation comporte une obligation de vérification en plus de l'obligation de renseignement.

- ▶ Le prestataire de services financiers note les objectifs de placement en indiquant notamment l'horizon temporel, le but du placement, la capacité de risque et la propension au risque du client et d'éventuelles restrictions de placement (restrictions de titres).
- ▶ Objectif de la Circ.-FINMA 25/2: Transparence et sécurité juridique ainsi qu'un niveau de protection des investisseurs comparable parmi les assujettis. La Circ.-FINMA 25/2 précise les règles de comportement concernant les points suivants:
 - Informations sur la nature du service financier
 - Informations sur les risques liés aux instruments financiers
 - Informations sur les risques liés aux services financiers (vérification du caractère approprié et de l'adéquation)
 - Utilisation d'instruments financiers des clientes et clients / Securities Lending
 - Conflits d'intérêts
 - Rémunération reçues de tiers / rétrocessions
 Depuis le 30 juin 2025, toutes les règles de comportement doivent avoir été mises en œuvre.

Mesures à prendre

- ▶ Mise en œuvre de la segmentation des clients sur la base du choix libre du client/information valable au client sur la portée de l'opting-out
- ▶ Introduction de formulaires transparents pour l'opting-out et l'opting-in
- ▶ Implémentation dans les formulaires et les systèmes de la vérification de l'adéquation (suitability), respectivement le caractère approprié (appropriateness)
- ▶ Mise en œuvre du devoir d'information par le biais de notices et/ou d'un site Internet
- ▶ Mise en œuvre des obligations de documentation et de comptes rendus
- ▶ Mise en œuvre de l'obligation d'organisation
- ▶ Pour les conseillers à la clientèle: obligation de formation et de perfectionnement (garantir les exigences techniques)
- ▶ Vérification des contrats des gestion et de conseil (obligations d'information étendues selon la Circ.-FINMA)

- ▶ Sur la base de la Circ.-FINMA Règles de comportement:

- Distinction entre la prestation de conseil en placement lié aux transactions et celle sur portefeuille, ainsi que l'enregistrement correspondant dans le système ou la documentation.
- Transparence envers les clients concernant les produits et services financiers, surtout lorsqu'ils sont très complexes et/ou associés à des risques élevés
- Information au client sur les risques liés aux instruments et aux services financiers
- Vérification du caractère approprié et de l'adéquation en se renseignant en particulier sur les connaissances et l'expérience de leur clientèle pour chaque catégorie de placement figurant dans leur offre
- Transparence concernant les conflits d'intérêts, en particulier lors du placement de propres produits du prestataire (la cliente ou le client doit comprendre quand des instruments financiers propres sont choisis par rapport à des instruments tiers)
- Mise en évidence (également électronique) de l'obtention de rémunérations reçues de tiers et de rétrocessions; revoir le contenu de la renonciation et faire preuve de transparence sur les fourchettes de rémunération pour les différentes classes de produits; et en plus, dans le cas de la gestion de fortune et du conseil en investissement sur portefeuille, sur les fourchettes de rémunération basées sur la valeur du portefeuille et la stratégie d'investissement convenue.

Calendrier

Entrée en vigueur:

Règles de comportement selon la Circ.-FINMA 25/2:
1er janvier 2025, resp. 30 juin 2025



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement concernés

Établissements financiers/ Gestionnaires de fortune

Loi sur les établissements financiers (LEFin)

Ordonnance sur les établissements financiers (OEFin)

Ordonnance sur les organismes de surveillance dans la surveillance des marchés financiers (OOS)

Projet d'Ordonnance FINMA sur les établissements financiers (OEFin-FINMA) Demandes LEFin tardives

Principes de base et nouveautés

- ▶ L'OEFin concrétise les conditions d'autorisation et les obligations des établissements financiers ainsi que les dispositions liées à leur surveillance.
- ▶ L'OOS fixe les conditions d'autorisation et les tâches des nouveaux organismes de surveillance.
- ▶ L'OEFin-FINMA établit en particulier la démarcation entre les gestionnaires de fortune et les gestionnaires de fortune collective, ainsi qu'entre les exigences en matière d'assurance responsabilité professionnelle, de gestion et de contrôle des risques. L'OEFin-FINMA supprime ainsi plusieurs circulaires FINMA et abaisse le seuil des mesures pour l'identification des clients de CHF 5'000 à CHF 1'000 lors d'opérations de change en cryptomonnaie.
- ▶ Concernant les maisons de titres (cf. art. 41 LSFIn), et s'agissant des exigences en matière de fonds propres et de liquidité, une nouvelle différenciation est faite entre les établissements avec et sans gestion de compte.
- ▶ Il revient aux OS de procéder à l'examen préliminaire des demandes conformément aux directives de la FINMA. Il n'est pas de la responsabilité des OS de s'assurer que les établissements respectent les délais applicables (Communication sur la surveillance, p. 6).

Mesures à prendre

- ▶ Les établissements qui étaient déjà actifs à l'entrée en force de la LEFin et qui n'ont pas déposé de demande auprès de la FINMA d'ici fin 2022, n'ont plus le droit d'exercer leur activité (à titre professionnel) à partir du 1er janvier 2023.
- ▶ Quiconque exercera intentionnellement ou par négligence sans droit s'exposera aux sanctions prudentielles et pénales évoquées (cf. ch. 3.1).
- ▶ Conformément à son obligation de procéder à des dénonciations pénales, la FINMA dénonce ces cas aux autorités de poursuite pénale, qui engagent de leur côté des investigations prudentielles (Communication sur la surveillance 03/2023, ch. 3).
- ▶ L'établissement financier informe la FINMA de tout changement des conditions sur lesquelles reposent son autorisation. Lorsque les changements sont significatifs, l'autorisation de la FINMA de poursuivre l'activité doit être obtenue à l'avance (art. 8 LEFin). Sont considérés comme des changements significatifs, les changements stratégiques tels que l'ouverture des services à de nouveaux groupes de clients ou marchés cibles à l'étranger (Cross Border Business), mais aussi les modifications au niveau des personnes chargées de l'administration et de la gestion de l'établissement, les nouveaux détenteurs d'une participation qualifiée, etc.

Calendrier

Entrée en vigueur:

- ▶ OEFin-FINMA: 1er janvier 2021



Banques et Maisons de titres: Indirectement ou partiellement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement concernés



Droit de la SA (CO)

Art. 620 ss

Principes de base et nouveautés

Le 1er janvier 2023, la deuxième partie du droit révisé de la société anonyme est entrée en vigueur. A cet égard, les domaines suivants sont concernés par les modifications:

- ▶ Structure du capital
 - Le capital-actions, qui s'élève toujours à CHF 100'000 au minimum, peut être fixé dans une monnaie étrangère autorisée comme l'euro, le dollar américain ou la livre sterling, pour autant que ce soit la monnaie courante de l'entreprise. Un changement de devise est possible au début de chaque exercice.
 - La valeur nominale des actions peut être inférieure à CHF 0,01, mais doit être supérieure à zéro.
 - Introduction d'une marge de fluctuation du capital-actions avec une fourchette de plus ou moins 50% du capital-actions inscrit. Dans le cadre de la marge de fluctuation du capital, le Conseil d'administration peut réduire ou augmenter le capital-actions dans un délai maximal de cinq ans.
 - Suppression des dispositions relatives à la reprise de biens (envisagée) lors de la constitution ou de l'augmentation du capital.
 - Admissibilité de la distribution de dividendes intermédiaires issus de l'activité commerciale courante.
 - Admissibilité du remboursement aux actionnaires de la réserve légale de capital (agio et autres apports supérieurs à la valeur nominale) sous certaines conditions.
- ▶ Droits des actionnaires et obligations du Conseil d'administration (CA)
 - Demande de renseignements par les actionnaires dont les actions ne sont pas cotées en bourse et qui disposent d'au moins 10% du capital-actions ou des droits de vote (pas seulement lors de l'AG). Le CA doit fournir les informations dans un délai de quatre mois.
 - Les actionnaires de PME privées qui disposent d'au moins 5% du CA ou des droits de vote ont le droit de consulter les livres de comptes et la correspondance sans autorisation de l'AG, si cela est nécessaire à l'exercice des droits d'actionnaire, sous réserve des intérêts dignes de protection de la société.
 - Abaissement à 5% du seuil des actionnaires minoritaires dans les PME privées pour l'inscription d'objets à l'ordre du jour de l'AG et pour la convocation d'une AG extraordinaire.
 - Le CA doit surveiller en permanence les liquidités de la société. S'il existe une crainte fondée d'insolvabilité imminente, le CA est tenu de prendre des mesures appropriées pour garantir les

liquidités et, si nécessaire, d'engager des mesures d'assainissement supplémentaires. Désormais, le CA n'est plus tenu de déposer le bilan auprès du juge des faillites en cas de surendettement s'il existe une perspective fondée que la situation de surendettement puisse se résorber dans un délai raisonnable (au plus tard 90 jours après la présentation des comptes intermédiaires vérifiés). Les créances des créanciers ne doivent pas être mises en péril de manière supplémentaire.

- La disposition relative à la nomination d'un secrétaire du Conseil d'administration a été supprimée. Le procès-verbal peut être signé directement par le rédacteur du procès-verbal au lieu du secrétaire.

- ▶ Lieu et mode de tenue de l'Assemblée générale (AG)
 - Convocation d'une AG: peut être demandée par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble au moins 10% du CA. Pour les sociétés cotées, un seuil de 5% suffit désormais (cf. art. 699 CO).
 - Droit de proposition et d'inscription à l'ordre du jour: les actionnaires de sociétés cotées en bourse représentant 0,5% du capital-actions ou des voix peuvent demander l'inscription d'un objet à l'ordre du jour; pour toutes les autres sociétés, le seuil est de 5% du CA ou des voix (au lieu d'une valeur nominale de CHF 1 million) (cf. art. 699b CO).
 - Utilisation des technologies numériques lors de la tenue des AG: tenue d'AG virtuelles (par ex. vidéoconférences) (y compris les AG tenues dans différents lieux de réunion ou à l'étranger, pour autant que l'exercice des droits des actionnaires n'en soit pas rendu plus difficile). Les assemblées universelles peuvent désormais être organisées par voie électronique ou sous forme écrite.
- ▶ Autres modifications
 - Actions des actionnaires: l'AG peut désormais décider que la société doit tenter une action en restitution ou une action en responsabilité contre un organe fautif tel que le CA ou l'organe de révision. Le délai de prescription relatif pour les actions en responsabilité n'est plus que de trois ans.
 - Enquête spéciale: réduction du seuil pour l'ouverture d'une enquête spéciale (jusqu'à présent: contrôle spécial) par des actionnaires de sociétés ouvertes au public à 5% au moins de l'action ou des voix (cf. art. 697d CO).
 - Action en dissolution: un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 10% du capital-actions ou des voix peut demander la dissolution pour de justes motifs.

Mesures à prendre

- ▶ Adaptation des statuts et règlements d'organisation
- ▶ La tenue d'AG virtuelles et d'AG à l'étranger nécessite une base dans les statuts.
- ▶ Les dispositions contraires au nouveau droit des sociétés anonymes devaient être modifiées avant le 1er janvier 2025.
- ▶ Dispositions transitoires concernant le Conseil d'administration au plus tard cinq ans et concernant la Direction au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur du nouveau droit, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 2026 et du 1er janvier 2031 respectivement

Calendrier

Entrée en vigueur: 1er janvier 2023

Mise en œuvre: 1er janvier 2025



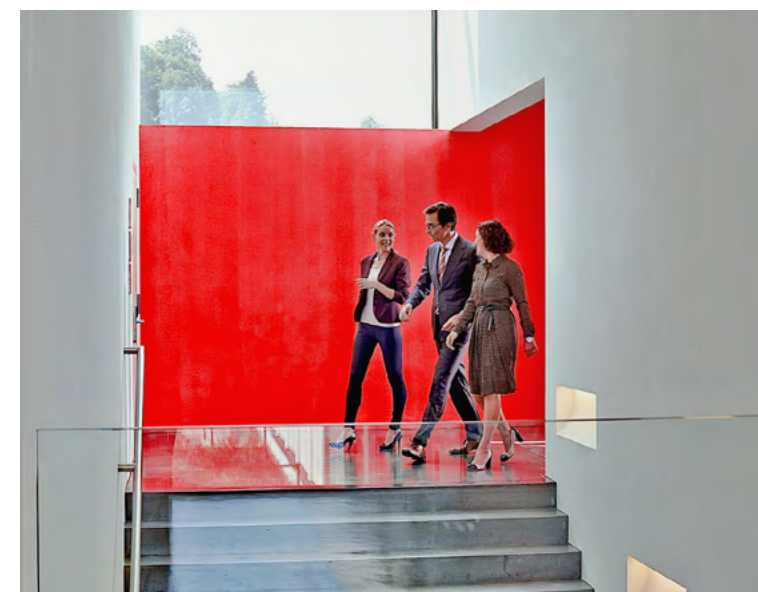
Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement/indirectement concernés



Protection/ Sécurité des données

Loi sur la protection des données (LPD)

Ordonnance sur la protection des données (OPDo)

Ordonnance sur les certifications en matière de protection des données (OCPD)

Règlement de base de l'UE sur la protection des données (RGPD)

Ordonnance relative à la loi fédérale sur la protection des données (OLPD)

Principes de base et nouveautés

Objectifs de la protection moderne des données (LPD/OPDo)

- Protection des personnes physiques lors du traitement de données à caractère personnel (droit fondamental).
- Niveau de protection des données uniforme et élevé pour les personnes physiques en raison de l'évolution rapide des technologies et de la mondialisation («Big Data») comme défi pour la protection des données et le droit de la personnalité; par ex. profilage).
- La protection des personnes physiques devrait être neutre sur le plan technologique et ne pas dépendre des techniques utilisées (data protection by design and by default).

Situation initiale

- La loi révisée sur la protection des données (LPD) et les dispositions d'exécution contenues dans la nouvelle ordonnance sur la protection des données (OPDo) et la nouvelle ordonnance sur les certifications en matière de protection des données (OCPD) sont entrées en vigueur le 1er septembre 2023.
- La LPD totalement révisée et les dispositions correspondantes dans les ordonnances assureront à l'avenir une meilleure protection des données personnelles pour les personnes physiques (finalité). Elle adapte notamment la protection des données aux évolutions technologiques, renforce l'autodétermination en matière de données personnelles et accroît la transparence lors de la collecte de données personnelles.
- Le Conseil fédéral a adapté l'OPDo sur plusieurs points:
 - Révision du chapitre sur les obligations des responsables de traitement
 - Exemption des personnes privées de certaines obligations d'information lors de la communication de données personnelles
 - Simplification des modalités relatives au droit d'accès; l'obligation de documenter a notamment été supprimée
 - Adaptation partielle dans le domaine de la sécurité des données (motif: réactions critiques lors de la consultation)
 - Fixation de la durée de conservation des protocoles de traitement des données à au moins un an

- Insertion d'une nouvelle disposition qui harmonise les objectifs de protection dans le domaine de la sécurité des données avec la nouvelle loi sur la sécurité de l'information du 18 décembre 2020
- Le Conseil fédéral a approuvé la modification de l'ordonnance sur la protection des données (OLPD) et ajouté les USA sur la liste des États garantissant un niveau de protection des données adéquat.
 - À l'avenir, grâce au Swiss-U.S. Privacy Framework, il sera possible de transférer des données personnelles de la Suisse vers des entreprises certifiées aux États-Unis sans garanties supplémentaires.
 - La certification des entreprises aux États-Unis permet d'assurer que les mesures de protection des données et les garanties en la matière seront respectées, ce qui signifie que ces entreprises ne pourront traiter les données que pour les objectifs pour lesquels elles les ont collectées.
 - Swiss-U.S. Privacy Framework crée les mêmes conditions-cadres pour les particuliers et pour les entreprises en Suisse.

Principes généraux

- Présomption de licéité du traitement des données lorsqu'il est nécessaire à l'exécution ou à la conclusion prévue d'un contrat et que la finalité du traitement est déterminée et reconnaissable par la personne concernée; à des fins de marketing, il faut un consentement [électronique] supplémentaire de la personne concernée par les données.

Application du règlement de base de l'UE sur la protection des données (RGPD)

General Data Protection Regulation (GDPR)

- Le principe du lieu de marché régit et étend le champ d'application géographique du droit européen de la protection des données par les organismes de traitement des données en dehors de l'UE lors du traitement de données à caractère personnel, dans la mesure où l'offre concernée est destinée au marché européen («lieu de marché»).
- Pour les entreprises responsables (contrôleurs), cela a pour conséquence que le RGPD est en principe applicable de par l'orientation vers des marchés cibles dans l'espace de l'UE. En cas de violation des dispositions, les amendes drastiques prévues par le RGPD trouvent donc application (applicables pour tous les États membres de l'UE). La simple mise à disposition du site web, d'une adresse e-mail ou d'autres données de compte ou l'utilisation d'une langue généralement utilisée dans le pays tiers dans lequel le responsable est établi ne suffit pas pour appliquer le principe du lieu de marché; en revanche, toute forme de webtracking (observation, collecte, évaluation du comportement de navigation des personnes physiques concernées sur Internet), ce que l'on appelle le profilage (cf. art. 5, let. f, LPD ou art. 4, ch. 4, RGPD) suffit aux fins de l'application du principe du lieu de marché.
- La LPD doit permettre de maintenir la libre circulation des données avec l'Union européenne afin que les entreprises suisses ne perdent pas en compétitivité (cf. www.kmu.admin.ch).

Mesures à prendre

- Révision des directives et des instructions de travail existantes sur le thème de la protection et de la sécurité des données

- Révision/complément des contrats relatifs à l'externalisation des données personnelles, y compris la sécurité des données (en particulier les solutions Cloud); garantie d'un niveau de protection des données équivalent (norme CH ou UE); cf. art. 9 LPD et art. 7 OLPD
- Vérification des exigences en matière de consentement de la personne concernée en fonction des catégories de données personnelles traitées; en particulier, consentement explicite pour les données personnelles sensibles selon l'art. 5 let. c en relation avec l'art. 6, al. 7, LPD
- Établissement ou mise à jour d'un registre de protection des données (Records of processing activities/ROPA) conformément à l'art. 12 LPD ou à l'art. 30 RGPD; exemption de l'obligation de tenir un registre: entreprises PME et autres organisations de droit privé qui emploient moins de 250 collaborateurs au 1er janvier d'une année, ainsi que les personnes physiques; obligation de ROPA, s'il y a un traitement de données personnelles sensibles à grande échelle ou réalisation de profilage à haut risque
- Garantir un droit d'accès gratuit à la personne concernée dans les 30 jours suivant la demande, conformément à l'art. 25 de la LPD et aux art. 16 ss de l'OPDo
- Désigner un responsable de la protection des données (Data Protection Officer/DPO) conformément à l'art. 10 LPD («disposition facultative» pour les responsables privés)
- Recommandation: nomination d'un DPO pour les entreprises de 250 collaborateurs ou plus (interlocuteur direct du PFPDT; surveillance centrale garantie pour la protection des données)
- Analyse d'impact sur la protection des données (Data Protection Impact Assessment/DPIA) en cas de traitement de données présentant un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée (p. ex. mandat de projet et DPIA comme partie intégrante)
- Formation des collaborateurs à la protection et à la sécurité des données
- Elaboration d'un cadre de contrôle (SCI)
- Réalisation de tests d'intrusion informatique pour combler les failles de sécurité et formations de sensibilisation

Calendrier

Entrée en vigueur:

- LPD, OPDo et Ordonnance sur les certifications en matière de protection des données (OCPD): 1er septembre 2023
- OLPD: 15 septembre 2024



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement concernés

Lutte contre le blanchiment d'argent



Révision de la LBA et de l'OBA (Conseil fédéral)
Révision de la LBA (entrée en vigueur prévue en 2026)

Principes de base et nouveautés

Aperçu

Avec la loi sur le blanchiment d'argent (LBA) et l'ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA), la Suisse améliore son dispositif de défense contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (mise en œuvre des recommandations du rapport national du Groupe d'action financière / GAFI).

Les mesures pour les intermédiaires financiers (IF) comprenaient:

- ▶ Exigences plus strictes en matière d'identification de l'ayant droit économique par l'obligation de vérification des indications relatives à l'ayant droit économique.
- ▶ Obligation de vérification et de mise à jour régulières de toutes les relations d'affaires selon une approche basée sur les risques (comportement actif).
- ▶ Réglementation relative à la base juridique des communications de soupçons de blanchiment d'argent (cf. art. 9, al. 1^{quater}, LBA, en vigueur depuis le 01.01.2023): soupçon fondé lorsque l'IF dispose d'un signe concret ou de plusieurs indices laissant supposer que les critères de l'al. 1, let. a, pourraient être remplis pour les valeurs patrimoniales impliquées dans la relation d'affaires et que ce soupçon ne peut pas être levé sur la base de clarifications supplémentaires conformément à l'art. 6 LBA.
- ▶ Meilleure transparence des associations présentant un risque accru en matière de financement du terrorisme: les associations dont l'activité principale consiste à collecter ou à distribuer directement ou indirectement des fonds à l'étranger à des fins caritatives, religieuses, culturelles, éducatives ou sociales sont tenues de se faire inscrire au registre du commerce (cf. art. 61, al. 2, ch. 3 nCC). Dorénavant, les associations soumises à l'obligation d'inscription doivent tenir une liste de leurs membres et doivent pouvoir être représentées par une personne domiciliée en Suisse et (cf. art. 61a nCC et 69, al. 2 nCC).
- ▶ Renforcement de la surveillance et des contrôles dans le domaine des métaux précieux.

Indications pour la pratique:

- ▶ Les obligations à respecter en cas de soupçon de blanchiment d'argent ne sont plus fixées dans des ordonnances des autorités de surveillance, mais par le Conseil fédéral lui-même.
- ▶ La simple production de copies de pièces d'identité de l'ADE ne remplit plus les exigences en matière de vérification de l'identité: contrôle de plausibilité avec d'autres indications (p. ex. profil KYC, recherches externes) et note au dossier (traçabilité).

- ▶ L'obligation de mise à jour régulière ne constitue pas une nouvelle obligation dans la mesure où, dans la pratique, les IF doivent déjà vérifier périodiquement les données de leurs clients dans le cadre de la catégorisation des risques. L'obligation de vérifier périodiquement l'actualité des données relatives aux clients concerne toutes les relations d'affaires, quel que soit le risque. Toutefois, la périodicité et l'étendue de la vérification des indications relative aux clients, se fera sur une approche basée sur les risques. L'approche basée sur les risques est l'émanation d'une réglementation différenciée et proportionnelle. Elle permet aux IF une gestion des risques individualisée, adaptée à leur modèle d'affaires et à leurs types de clients.
- ▶ Une dérogation à l'obligation d'inscription au registre du commerce est prévue pour les petites associations. Sous certaines conditions, il sera également possible de renoncer à inscrire au registre du commerce les membres de la Direction qui voyagent, afin de les protéger.
 - Voir ci-dessous concernant la communication de la FINMA relative aux exigences en matière d'analyse des risques LBA selon l'art. 25, al. 2, OBA-FINMA (voir ci-dessous).

Révision de la LBA

La révision de la LBA se concentre principalement sur:

- ▶ La création d'un registre de la transparence pour les personnes morales. L'obligation de déclarer les ayants droit économiques au DFJP, qui découle de la création du registre de transparence, incombe aux entreprises concernées. Ces dernières disposent d'un délai d'un mois, après en avoir pris connaissance, pour annoncer les modifications concernant les éléments enregistrés dans le registre. Les infractions aux obligations d'annonce peuvent être sanctionnées par des amendes allant jusqu'à CHF 500'000.
- ▶ L'introduction d'obligations de diligence plus étendues pour les conseillers et les avocats. La proposition de modification de la loi prévoit que les conseillers et les avocats soient également soumis à la LBA. Cela illustre la volonté de la Suisse de s'adapter à l'évolution des normes mondiales.
- ▶ Mesures supplémentaires de lutte contre le blanchiment d'argent, notamment l'obligation de garantir des mesures organisationnelles afin d'éviter les infractions aux sanctions prévues par la loi sur les embargos (Lemb); abaissement à CHF 15'000 du seuil pour les paiements en espèces dans le commerce des métaux précieux et des pierres précieuses et suppression du seuil pour les obligations de diligence dans le négoce de biens immobiliers.
- ▶ Entrée en vigueur: encore incertaine, l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions est toutefois prévue pour 2025 ou 2026.

Mesures à prendre

- ▶ Compléter la directive LBA/CTF ou LBA/KYC avec des champs d'action pour la vérification de l'ayant droit économique ou du détenteur du contrôle selon la déclaration sur le formulaire A ou K (CDB20) ou les autres formulaires applicables (comparaison avec les données KYC).
- ▶ Définir des critères pour la vérification périodique, basée sur les risques, de l'actualité des données des clients et des processus de contrôle (p. ex. relation à risque accru avec vérification annuelle; relation à risque moyen tous les 2-3 ans; relation à faible risque tous les 4-5 ans).
- ▶ Lors de l'ouverture de nouvelles relations d'affaires avec des clients organisés sous la forme d'association au sens de l'art. 60 CC, soit les associations disposant de statuts écrits, vérification du but de l'association au regard des exigences de l'art. 61 CC; vérification périodique de la documentation des clients existants organisés sous la forme d'association.
- ▶ Remarque: les associations au sens de l'art. 61 CC sont considérées comme présentant un risque accru (niveau de risques au sens de l'OBA-FINMA).

Calendrier

Entrée en vigueur:

- ▶ LBA et OBA: 1er janvier 2023
Le Conseil fédéral a déjà introduit au 1er janvier 2022 une première partie de la révision de la LBA pour les essayeurs du commerce en métaux précieux
- ▶ Entrée en vigueur des art. 61, al. 2, ch. 3 et art. 61a CC: 1er janvier 2023

Révision de la LBA: entrée en vigueur prévue en 2026



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement concernés

Analyse des risques de blanchiment d'argent

Communication FINMA sur la surveillance 05/2023
Analyse des risques de blanchiment d'argent au sens de l'art. 25, al. 2 OBA-FINMA

Principes de base et nouveautés

Aperçu de la Communication FINMA sur la surveillance et points pertinents

- ▶ Lors de la mise en œuvre pratique selon l'art. 25, al. 2, OBA-FINMA, les banques sont tenues d'établir une analyse des risques de blanchiment d'argent en tenant compte de leur domaine d'activité et de la nature des relations d'affaires gérées. Sur la base de cette analyse, les banques doivent en outre déterminer pour chacun des critères mentionnés à l'art. 13, al. 2, OBA-FINMA s'il est pertinent pour leurs activités, et également établir périodiquement une analyse des risques sur une base consolidée (cf. art. 6, al. 1, let. a, OBA-FINMA). L'obligation de déterminer, de limiter et de contrôler les risques découle également pour les banques des exigences organisationnelles. Des explications détaillées à ce sujet se trouvent dans la circulaire FINMA 2017/1 «Gouvernance d'entreprise – banques».

Contenu

- ▶ Exigences plus strictes pour les analyses des risques des banques
- ▶ Exigence d'une définition adéquate de la tolérance au risque de blanchiment d'argent avec prise en compte de limites fixées
- ▶ Renforcement des éléments structurels (p. ex. segments de clientèle, domicile, forme du produit, champ d'action géographique, etc.) comme condition de base d'une analyse efficace des risques

Tolérance au risque de blanchiment d'argent

Les principes de gestion des risques, ainsi que les compétences et les procédures correspondantes doivent être définies dans un règlement ou des directives internes appropriés (cf. art. 19 OBA-FINMA). Les points suivants doivent être vérifiés en particulier et, le cas échéant, adaptés :

- ▶ La définition de la tolérance au risque doit prévoir l'exclusion délibérée de certains pays, segments de clientèle, services et/ou produits afin de présenter une adéquation suffisante
- ▶ Les processus pour les exceptions à la tolérance au risque définie (processus «exception to policy») doivent faire l'objet d'une directive, être approuvés par la Direction et surveillés par l'organe de direction suprême

- ▶ Les indicateurs de risque clés pour la surveillance de la tolérance au risque doivent être définis avec suffisamment de précision pour permettre à la Direction et au Conseil d'administration d'effectuer des contrôles réguliers.

Analyse des risques de blanchiment d'argent

L'analyse des risques doit permettre d'identifier, enregistrer, analyser et évaluer tous les risques de blanchiment d'argent auxquels l'intermédiaire financier est exposé. Sur la base de ces conclusions, il définit ses mesures de gestion, de pilotage, de contrôle, de reporting et de surveillance des risques (cf. rapport explicatif sur la révision partielle de l'OBA-FINMA du 11 février 2015).

- ▶ Les paramètres obligatoires pour déterminer le risque global sont notamment:
 - Le siège ou le domicile du client,
 - Le segment de clientèle,
 - Les produits et services proposés,
 - La présence géographique de l'établissement,
 - Ainsi que d'autres catégories qui sont à déterminer individuellement en fonction du modèle d'affaires de chaque banque.
- ▶ Les points suivants doivent être vérifiés et, le cas échéant, adaptés :
 - Le risque de blanchiment d'argent doit être déterminé individuellement et de manière compréhensible pour chaque catégorie de risque en ce qui concerne le risque inhérent, le risque de contrôle ainsi que le risque net qui en résulte.
 - Les mesures ayant pour effet de réduire les risques inhérents (risque de contrôle) doivent être décrites de manière suffisamment détaillée en tenant compte d'indicateurs chiffrés.
 - Évaluation de la pertinence des différents critères dans l'analyse des risques, présentée de manière compréhensible pour des tiers.
 - Définition d'indicateurs chiffrés permettant de déterminer l'importance de chaque exposition au risque dans l'ensemble de la clientèle et prise des mesures correspondantes (p. ex. renforcement de la conformité, adaptation de la politique de risque, etc.).
 - Les risques définis doivent être vérifiés périodiquement sous la forme d'une analyse consolidée des risques et adaptés là où cela est nécessaire.

Mesures à prendre

Nécessité éventuelle d'agir

Afin de répondre aux exigences de la FINMA, il convient d'accorder une attention particulière aux points suivants lors de la mise en œuvre pratique et, le cas échéant, de prendre des mesures appropriées.

- ▶ Analyser des risques en trois catégories: risque inhérent, risque de contrôle et risque net avec évaluation des risques distincte.
- ▶ Vérifier les paramètres pour déterminer le risque global (en fonction du modèle d'affaires).
- ▶ Étayer les mesures visant à réduire les risques inhérents par des chiffres clés et des critères d'efficacité, en plus de la description.
- ▶ Effectuer un examen périodique des paramètres et des catégories de risque et documenter les processus d'audit.
- ▶ Soumettre l'analyse des risques LBA à l'organe suprême et obtenir son approbation (procès-verbal).

Calendrier

Publication: 24 août 2023



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Indirectement ou partiellement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Indirectement ou partiellement concernés

Normes GAFI de lutte contre le blanchiment d'argent

Mise à jour de la liste GAFI de juridictions à hauts risques et sous surveillance

États présentant des lacunes stratégiques en matière de LBA et de FT (modification du Règlement UE et adaptation pour SPG FL)

Principes de base et nouveautés

Situation initiale

- ▶ Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) est un organisme international qui a pour objet de concevoir et de promouvoir des stratégies de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération. La Suisse est membre de cette association.
- ▶ Jusqu'en février 2025, le GAFI a examiné 139 pays et juridictions dont 114 ont été identifiés publiquement. Depuis, 86 d'entre eux ont mis en œuvre les réformes nécessaires pour remédier à leurs faiblesses en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ils ont donc été retirés du processus. (cf. www.fatf-gafi.org/fr/countries/liste-noire-et-liste-gris.html)

Actifs virtuels (crypto assets)

- ▶ Les actifs virtuels présentent de nombreux avantages, mais des dangers également. Ils sont conçus pour faciliter les paiements, rendre les transactions plus rapides et moins coûteuses. Ils offrent des méthodes alternatives à ceux qui n'ont pas accès aux produits financiers réguliers. Cependant, en raison de leur manque de réglementation, les actifs virtuels peuvent être plus sujets à la volatilité des prix. De plus, il existe des risques de cyberattaques et de fraude.
- ▶ En l'absence d'une réglementation adéquate et pour répondre aux préoccupations liées à l'utilisation abusive des actifs virtuels à des fins criminelles et terroristes, le GAFI, qui a suivi de près les développements dans la cryptosphère, a publié des normes mondiales contraignantes pour le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. (cf. www.fatf-gafi.org/fr/Sujets/actifs-virtuels.html)

Actions pour les intermédiaires utilisant des actifs virtuels

- ▶ Les pays doivent tout d'abord terminer la mise en œuvre pleine et efficace des normes du GAFI relatives aux actifs virtuels.

Parallèlement, les fournisseurs d'actifs virtuels doivent prendre les mêmes mesures préventives que les établissements financiers, telles que le devoir de diligence envers les clients (CDD), la conservation des documents et la déclaration des transactions suspectes.

- ▶ La FINMA a publié à ce sujet les communications suivantes, pertinentes en matière de surveillance :
 - Travel Rule pour les Virtual Asset Service Providers (VASP) 08/2019
 - «Staking» Communication 08/2023 v. 20.12.2023 (avec mention des variantes dans la pratique et des bases pour la conservation)

Juridictions à haut risque (GAFI)

- ▶ Les juridictions à haut risque présentent des défaillances stratégiques significatives dans leurs régimes de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération. Pour tous les pays identifiés comme étant à haut risque, le GAFI en appelle à tous les membres et toutes les juridictions à appliquer des mesures de vigilance particulières et, dans les cas les plus sérieux, les pays sont appelés à appliquer des contre-mesures afin de protéger le système financier international face aux risques existants de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération liés au pays. Cette liste est souvent appelée la «liste noire» (État juin 2025: <https://www.fatf-gafi.org/fr/countries/black-and-grey-lists.html>)
- ▶ Juridictions à haut risque: République démocratique et populaire de Corée, Iran et Myanmar.

Juridictions soumises à une surveillance accrue (FATF: Jurisdictions under Increased Monitoring)

- ▶ Les pays soumis à une surveillance accrue coopèrent activement avec le GAFI pour remédier aux lacunes stratégiques de leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération. Lorsque le GAFI place un pays sous surveillance renforcée, cela signifie que le pays s'est engagé à remédier rapidement à la défaillance stratégique identifiée dans le délai convenu. Cette liste est souvent appelée «liste grise».

Juridictions de la «liste grise» (état juin 2025):

- ▶ Algérie, Angola, Afrique du Sud, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Haïti, Îles Vierges britanniques (BVI), Kenya, Laos, Liban, Mali, Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Philippines, République Démocratique du Congo, Soudan du Sud, Syrie, Venezuela, Vietnam, Yémen.

Juridictions qui présentent des défaillances stratégiques

- ▶ Selon le projet de règlement délégué (UE) 2023/2070 de la Commission du 18 août 2023, il est nécessaire de modifier le règlement délégué (UE) 2016/1675. Celui-ci est directement déterminant pour les obligations selon l'art. 11a de la loi liechtensteinoise sur l'obligation de diligence concernant les juridictions qui présentent des défaillances stratégiques. Dans le cadre de la communication de la FINMA concernant les exigences relatives à l'analyse du risque LBA selon l'art. 25 al. 2 OBA-FINMA, une modification de la classification en pays à risque par des États étrangers augmente également pour les banques suisses et les autres intermédiaires financiers la classification du risque par rapport aux clients ou aux ayants droit économiques qui ont leur domicile/siège dans ces pays.

Mesures à prendre

- ▶ Revue et le cas échéant correction du niveau de risque des relations d'affaires impactées par les critères de risques de l'art. 13, al. 2 et 3 let. d OBA-FINMA, qui renvoie à la liste des pays que le GAFI considère à haut risque ou non coopératif (nationalité du cocontractant ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales ou type et lieu de l'activité commerciale du cocontractant ou de l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales ou pays d'origine ou de destination de paiements fréquents).
- ▶ Attribution du niveau de risque de la juridiction déterminante pour la classification des risques et la mise à jour périodique de la documentation du client (annuellement pour les clients à haut risque); y compris le monitoring des transactions LBA.

Calendrier

Publication: Novembre 2023



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement concernés

Sanctions SECO, UE et OFAC/Sanctions du Conseil fédéral à l'encontre de la Russie

Principes de base et nouveautés

Situation initiale

- ▶ Le 28 février 2022, le Conseil fédéral a décidé de reprendre les sanctions de l'UE contre la Russie. L'ordonnance suisse a donc fait l'objet d'une révision totale le 4 mars 2022.
- ▶ Pour les banques, les articles 20 et 21 de l'ordonnance sont à souligner:
 - Interdiction d'accepter des dépôts de plus de CHF 100'000 de ressortissants russes ou de personnes physiques/entités établies en Russie (art. 20; avec des dispositions d'exception pour les ressortissants suisses, les ressortissants d'un État membre de l'UE et les personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent de la Suisse ou d'un État membre de l'UE).
 - Obligation de déclarer au SECO, d'ici au 3 juin 2022, les dépôts existants de plus de CHF 100'000 de ressortissants russes ou de personnes physiques/entités établies en Russie (art. 21). Le 16 mars 2022, le SECO a publié une interprétation de ces articles d'ordonnance (en lien sous «Informations complémentaires»).
- ▶ Le 15 septembre 2025, est entrée en vigueur l'Ordonnance sur l'harmonisation des ordonnances sur les sanctions.

Mise à jour de l'annonce des sanctions du 12.02.2025:

- ▶ Le Conseil fédéral a décidé de s'associer aux mesures du 15e paquet de sanctions édicté par l'Union européenne à l'encontre de la Russie.
- ▶ Le 23 décembre 2024, déjà 54 personnes et 30 entreprises et entités avaient déjà été ajoutées à la liste suisse des sanctions. Le Conseil fédéral a modifié à cet effet l'ordonnance instituant des mesures en rapport avec la situation en Ukraine (RS 946.231.176.72).
- ▶ Les mesures comprennent la reconnaissance et l'exécution de certaines décisions de justice par lesquelles des tribunaux russes revendiquent la compétence exclusive pour des litiges entre des entreprises russes et suisses. Cette interdiction vise à protéger les droits des entreprises suisses et à empêcher qu'elles subissent des dommages financiers injustifiés. L'adaptation de l'ordonnance comprend en outre la prolongation de différentes dispositions dérogatoires qui permettent aux entreprises suisses une cession ordonnée d'actifs en Russie.
- ▶ Des modifications sont régulièrement publiées et peuvent être consultées sur le [site Internet](#) de la Confédération.

Nouvelle ordonnance sur l'harmonisation des ordonnances sur les sanctions

- ▶ Avec cette ordonnance, le Conseil fédéral a précisé et harmonisé plusieurs mesures dans le domaine des sanctions financières. Cela concerne notamment les dispositions pour créditer des avoirs sur des comptes bloqués ainsi que les obligations de déclaration.
- ▶ Les modifications portent sur les ordonnances de sanctions concernant le Biélorussie, le Burundi, le Guatemala, la Guinée, la Guinée-Bissau, l'Iran, la Moldavie, le Myanmar, le Nicaragua, le Zimbabwe, la Syrie, l'Ukraine, les soutiens du Hamas et du Jihad islamique palestinien, ainsi que le Venezuela.
- ▶ L'objectif de cette harmonisation est d'uniformiser les bases juridiques des sanctions et d'accroître la transparence ainsi que la traçabilité des mesures.
- ▶ L'élément central de l'ordonnance est le gel des avoirs. Les fonds et ressources économiques pouvant être attribués à des personnes, organisations ou États sanctionnés ne peuvent plus être librement utilisés ou transférés.

Mesures à prendre

- ▶ Les banques doivent s'assurer qu'elles n'acceptent pas de dépôts supérieurs à CHF 100'000 de la part de citoyens russes ou des personnes physiques/entités établies en Russie (par client; en tenant compte de la disposition d'exception)
- ▶ Vérifier quels clients sont des citoyens russes ou des personnes/entités établies en Russie
- ▶ Déclarer au SECO les dépôts de citoyens russes et de personnes/entreprises domiciliées en Russie
- ▶ Les intermédiaires financiers sont tenus, conformément aux dispositions de l'ordonnance, de mettre en œuvre les interdictions, de procéder au gel des valeurs patrimoniales des personnes sanctionnées et d'annoncer les relations d'affaires concernées au SECO
- ▶ L'annonce faite au SECO ne dispense pas les intermédiaires financiers, de procéder, en cas de soupçons, à des clarifications supplémentaires au sens de l'art. 6 LBA et, lorsqu'ils ne sont pas en mesure de les écarter, d'effectuer immédiatement une communication au sens de l'article 9 LBA au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent
- ▶ Si des fonds ou des ressources économiques détenus ou gérés par des intermédiaires financiers sont susceptibles d'être soumis à un gel, vous êtes tenu de le signaler immédiatement au SECO.
- ▶ Transmission annuelle du montant des avoirs gelés au 31 décembre de l'année précédente, au plus tard le 15 février.



Calendrier

Entrée en vigueur: surveillance constante et mise à jour des listes de sanctions



Banques et maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Indirectement ou partiellement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Indirectement ou partiellement concernés

Utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur financier: opportunités, risques et évolutions futures (1/2)

L'évolution rapide de l'intelligence artificielle (IA) ces dernières années a eu des impacts profonds sur notre économie. Plus particulièrement, depuis l'apparition de ChatGPT, le sujet s'est imposé au-delà des cercles spécialisés pour attirer l'attention du grand public. Pour la place financière suisse, l'IA représente un potentiel énorme d'optimisation des processus d'affaires et d'amélioration de l'efficacité.

- ▶ Cependant, cette révolution technologique soulève également de nouvelles questions sur le plan juridique. Le fonctionnement des systèmes d'IA, souvent peu transparent, suscite une profonde inquiétude parmi les établissements financiers. En outre, des questions fondamentales persistent concernant la protection des données et la sécurité des informations sensibles. Il est donc pertinent de se demander comment l'utilisation de l'IA dans le secteur financier évoluera à l'avenir.
- ▶ De nombreux établissements financiers utilisent l'IA dans leurs opérations quotidiennes. Les résultats de l'enquête de la FINMA montrent que la plupart des établissements testent d'abord l'IA dans des domaines où le risque est limité et que certains ont déjà implémenté des applications avancées qui nécessitent des processus de gestion des risques appropriés.

Domaines d'application de l'IA dans les établissements financiers

- ▶ Plusieurs domaines d'application de l'IA ont été identifiés au sein des établissements financiers où l'IA contribue de manière significative à l'optimisation et à la sécurisation des processus d'affaires. Un exemple en est la surveillance des transactions assistée par l'IA, dans laquelle des technologies modernes sont utilisées pour repérer les transactions suspectes. Des algorithmes sont capables d'identifier de nouveaux modèles qui n'étaient jusqu'alors pas identifiables par les systèmes traditionnels basés sur des règles.
- ▶ L'IA joue également un rôle de plus en plus important dans la cybersécurité où elle est employée pour identifier les cyberattaques le plus tôt possible et repérer les intrus potentiels. Cela permet aux établissements de répondre plus rapidement aux menaces de cyberattaques et de prendre des mesures préventives.
- ▶ Dans l'interaction avec les clients, les établissements financiers s'appuient toujours plus sur des chatbots basés sur l'IA pour une gestion de compte plus intuitive. Par le biais de ces systèmes d'IA, il est par exemple possible d'activer ou de bloquer les cartes de débit, de vérifier les limites de crédit et de filtrer les transactions par date, montant ou type, ce qui réduit considérablement la charge de travail manuel.
- ▶ L'IA sert également à devenir plus efficace, par exemple dans l'établissement de documentation automatisée, les traductions et l'assistance à la rédaction de textes.
- ▶ De plus, dans le segment du conseil financier, on observe l'apparition de conseillers financiers assistés par l'IA, qui analysent en temps réel l'intégralité de données financières, en déduisent des recommandations d'investissement personnalisées, identifient les tendances du marché, évaluent les profils de risque individuels et optimisent la gestion des portefeuilles en continu. Cela permet de prendre des décisions personnalisées et fondées.

- ▶ Ces développements montrent comment l'IA agit comme un catalyseur de l'innovation dans le secteur financier et contribue simultanément à améliorer la sécurité, l'efficacité et la satisfaction des clients.

Approche réglementaire en Suisse

- ▶ En Suisse, l'approche réglementaire, telle qu'elle ressort des lignes directrices sur l'IA de l'Office fédéral de la communication, vise à promouvoir une utilisation responsable et transparente de l'IA tout en stimulant l'innovation. Les lignes directrices soulignent la nécessité de définir un cadre équilibré qui soutient les développements technologiques tout en tenant compte des principes éthiques, de la protection des données et des questions de sécurité. Les systèmes d'IA doivent notamment être déployés de façon claire et sécurisée pour renforcer la confiance des utilisateurs et des acteurs du marché. La convention d'IA du Conseil de l'Europe sera ainsi intégrée au droit suisse afin d'établir un cadre et cohérent. Il conviendrait idéalement de procéder à des ajustements législatifs par secteur, limitant ainsi une législation générale et transversale aux domaines fondamentaux et pertinents pour les droits humains, tels que la protection des données. En plus des lois, des mesures juridiques non contraignantes sont également envisagées, qui pourraient prendre la forme d'auto-déclarations volontaires ou de solutions sectorielles.
- ▶ Les approches sont basées sur quatre analyses fondamentales: une analyse par pays illustrant les évolutions réglementaires de 20 États; une analyse juridique examinant les exigences de la convention d'IA du Conseil de l'Europe, du European AI Act et l'actualité du droit suisse; une analyse sectorielle des modifications du droit fédéral dans divers secteurs; et une évaluation économique et politique européenne qui met en évidence la nécessité d'agir dans le domaine de l'IA.

Utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur financier: opportunités, risques et évolutions futures (2/2)

Attentes de la FINMA

- ▶ Dans sa Communication sur la surveillance 08/2024, la FINMA prévoit clairement que les établissements financiers doivent garantir un usage encadré et prudent. Étant donné qu'il n'existe pas de réglementation spécifique à l'IA en Suisse, les exigences prudentielles découlant du droit des marchés financiers s'appliquent.
- ▶ Les établissements ont l'obligation de mettre en place une gouvernance en matière d'IA, de tenir un inventaire centralisé des applications et de définir les responsabilités. Outre les risques liés à la protection des données, la FINMA met particulièrement l'accent sur les défis en matière de robustesse des modèles, de biais et d'explicabilité.
- ▶ Une préoccupation majeure est la qualité des données utilisées, car des informations erronées ou biaisées peuvent générer des risques imprévus. C'est pourquoi la FINMA exige des directives précises et des tests réguliers pour garantir la qualité des données et le bon fonctionnement des modèles d'IA. Elle porte également un regard critique sur les éventuelles dérives des données et une surveillance insuffisante des modèles.
- ▶ Les entreprises doivent fournir une documentation compréhensible et être en mesure d'expliquer les décisions prises par l'IA de façon à ce qu'elles soient compréhensibles pour les clients, les collaborateurs et les autorités de surveillance. De plus, une vérification indépendante des modèles est nécessaire pour identifier et rectifier les faiblesses en amont.

- ▶ La FINMA souligne que ses exigences en matière d'utilisation de l'IA continueront d'évoluer et qu'elles s'aligneront sur les normes internationales.

Recommandations

- ▶ À l'avenir, l'utilisation ciblée de l'IA sera un facteur de réussite déterminant pour le secteur financier suisse. Les établissements financiers prendront conscience de cette évolution et exploiteront activement les opportunités qu'offre l'IA pour ne pas être distancés par la concurrence. Il faut donc établir un cadre approprié au sein des établissements pour garantir une utilisation sûre, conforme aux règles et responsable de cette technologie.
- ▶ Selon l'opinion générale de la branche, des autorités de régulation et d'après les recherches, les technologies de l'IA entraîneront des changements majeurs. Ni les entreprises ni les individus ne peuvent se soustraire à ces évolutions. Il est donc essentiel de s'intéresser activement à cette technologie disruptive, de soupeser attentivement les opportunités et les risques et de cibler une mise en œuvre stratégique. Seule une utilisation consciente et structurée de l'IA peut garantir que son potentiel contribue durablement au succès de l'entreprise.

Rapport sur les questions climatiques en Suisse

L'ordonnance d'exécution du Conseil fédéral relative au rapport sur les questions climatiques du 23 novembre 2022
DFJP 26.06.2024: Modification du Code des obligations (transparence sur les questions de durabilité)

Rapport explicatif relatif à l'ouverture de la procédure de consultation

ASB Mai 2024: Modification de la directive actuelle Environmental, Social and Governance (ESG)

Principes de base et nouveautés

Communication FINMA sur la surveillance 01/2023: Évolutions concernant la gestion des risques climatiques (24.01.2023)

- ▶ Dans cette communication, la FINMA attire notre attention sur les évolutions internationales importantes dans le domaine de la gestion des risques financiers liés au climat. Elle réaffirme qu'elle attend des établissements soumis à sa surveillance qu'ils identifient et gèrent de manière appropriée les risques climatiques sur la base de procédures reconnues. En particulier, ceux-ci doivent étudier activement les recommandations et pratiques établies par les organismes internationaux pertinents tels que le Network for Greening the Financial System (NGFS) ou l'AICA.
- ▶ Dans ce cadre, les organismes internationaux de normalisation élaborent des recommandations et des aides concrètes pour la gestion des risques climatiques et attendent des banques et des entreprises d'assurance qu'elles gèrent efficacement les risques climatiques à l'instar de tout autre risque, y compris en matière de gouvernance, gestion des risques ou de publication.

DFJP - Modification du CO:

Contenu de la procédure de consultation:

- ▶ Le champ d'application du règlement sera élargi par l'abaissement du seuil des «emplois à temps plein» de 500 à 250. Il suffira désormais que deux des trois seuils (équivalents temps plein, chiffre d'affaires et total du bilan) soient atteints au cours de deux exercices consécutifs. La possibilité de pouvoir se dispenser du reporting est éliminée (approche «comply or explain»). Le champ d'application des informations sur les aspects liés à la durabilité sera élargi et précisé. Contrairement aux entreprises de l'UE, les entreprises suisses devraient avoir le choix d'orienter leur rapport sur la durabilité soit sur la norme de l'UE, soit sur une autre norme équivalente. Le Conseil fédéral fixe ces normes dans une ordonnance.
- ▶ La loi sur la surveillance de la révision (LSR) précise également de nouvelles dispositions.

Nouvelle Circ.-FINMA (2026/1) sur les «Risques financiers liés à la nature»

- ▶ La FINMA a publié une nouvelle circulaire intitulée «Risques financiers liés à la nature», qui s'applique aux banques et aux assurances. La FINMA entend ainsi préciser les exigences relatives à la gestion des risques des établissements en ce qui concerne les risques climatiques et les autres risques financiers liés à la nature. La circulaire intègre les recommandations actuelles des organismes de normalisation internationaux, en particulier le CBCB et l'AICA, ainsi que certaines des recommandations du NGFS. La FINMA met ainsi en œuvre les recommandations pertinentes du Network for Greening the Financial System (NGFS).
- ▶ Ordonnance d'exécution du Conseil fédéral relative au rapport sur les questions climatiques: les sociétés ouvertes au public, les banques et les assurances comptant 500 employés ou plus, dont le total du bilan est égal ou supérieur à CHF 20 mio et le chiffre d'affaires dépasse CHF 40 mio devront publier un rapport sur les questions climatiques selon les recommandations de la Task force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD).
- ▶ Les recommandations de la TCFD sont considérées comme une norme internationale reconnue. La mise en œuvre des recommandations du TCFD doit également tenir compte des recommandations intersectorielles ainsi que des orientations spécifiques à certains secteurs. La mise en œuvre est un processus itératif.
- ▶ Le rapport sur les questions climatiques établi sur la base des recommandations TCFD doit appréhender 4 thèmes: i) gouvernance; ii) stratégie; iii) gestion des risques et iv) indicateurs et objectifs.
- ▶ Directives de l'Association suisse des banquiers («ASB») de juin 2022 pour ses établissements membres:
 - Directives pour les prestataires de services financiers relatives à l'intégration des préférences ESG et des risques ESG, et à la prévention de l'écoblanchiment dans le conseil en placement et la gestion de fortune; en vigueur depuis le 01.09.2024
 - Document Q&A (Conseil en placement et Gestion de fortune) concernant les directives du 12.01.2023
 - «Directives pour les fournisseurs d'hypothèques relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments»
- ▶ Les critères ESG consistent en un ensemble de normes environnementales, sociales et de gouvernance applicables aux activités des entreprises. Ces critères s'inscrivent, au sens large, dans la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui permet de mesurer les effets des activités des entreprises sur la société et l'environnement, en prenant notamment en compte: la contribution des entreprises au développement durable et les conditions de travail (y compris la protection de la santé), les droits humains, l'environnement, la prévention de la corruption, la concurrence équitable, les intérêts des consommateurs, la fiscalité et la transparence.
- ▶ ESG désigne un paquet réglementaire européen d'envergure, qui tend à définir le cadre et la gestion des investissements durables.
 - Règlement 2020/852 établissant un cadre visant à faciliter les investissements durables (appelé «taxonomie»): établit les critères permettant de déterminer si une activité économique peut être considérée comme durable sur le plan environnemental
 - Règlement sur les valeurs de référence pour les investissements à faible émission de carbone et les investissements à bilan carbone

favorable, dans le but de créer des normes pour les indices de référence à faible émission de carbone et à impact carbone positif - MiFID II: impose aux établissements financiers de prendre en considération les préférences ESG des investisseurs dans la définition de leurs questionnaires d'adéquation (suitability assessment) qu'ils proposent aux clients

Mesures à prendre

- ▶ Mise en place d'une gestion des risques climatiques adéquate et correspondant au profil de risque des clients
- ▶ Prendre en compte de manière proactive les recommandations émises par les organismes internationaux ainsi que les bonnes pratiques du marché
- ▶ Développement des processus internes (notamment de contrôle) pour les établissements soumis à la surveillance de la FINMA
- ▶ Révision de la stratégie et de la planification de l'entreprise (les enjeux climatiques comme composante stratégique)
- ▶ Analyse de la gouvernance de l'entreprise par rapport aux exigences de l'ordonnance du CF et ESG: principe top-down
- ▶ Définition d'un mandat de projet «TCFD» (obligatoire pour toutes les unités organisationnelles) avec identification et analyse préalable des irrégularités par rapport aux recommandations TCFD
- ▶ Plan d'action avec définition des tâches, des objectifs et des responsabilités
- ▶ Analyse des produits d'investissement/financiers avec accent sur les normes RSE
- ▶ Formation des collaborateurs aux critères ESG et aux normes RSE et introduction de facteurs de motivation (partie intégrante de la convention d'objectifs)
- ▶ Communication pour les clients et les autres parties prenantes
- ▶ Intégration des risques en matière de durabilité dans la gestion des risques interne

Calendrier

Entrée en vigueur:

- ▶ Ordonnance du CF: 1er janvier 2024
- ▶ Publication du premier rapport sur le climat après l'ordonnance du CF
- ▶ Règlements européens: entre 2020 et 2022
- ▶ Entrée en vigueur des directives de l'ASB pour les établissements membres: 1er janvier 2023
- ▶ Circ.-FINMA 26/1 sur les «Risques financiers liés à la nature»: 1er janvier 2026



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Indirectement ou partiellement concernés

Risques opérationnels banques et Résilience opérationnelle (1/2)

Circ.-FINMA 2023/1

Créer la transparence nécessaire en ce qui concerne les risques opérationnels et la résilience opérationnelle

Principes de base et nouveautés

Remarques préliminaires

- ▶ La gestion des risques globaux et de leurs effets, tels que l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) et la numérisation, en particulier avec le stockage des données des clients dans des solutions en nuage, requiert le respect d'exigences élevées en matière de sécurité des données pour les responsables du traitement (en référence à la LPD et à l'OPDo; entrées en vigueur le 1er septembre 2023).
- ▶ Les évolutions technologiques entraînent un déplacement du risque dans le secteur financier au détriment des banques et autres intermédiaires financiers.
- ▶ Le régulateur exige un examen préventif des normes de sécurité pour se protéger contre la perte ou l'altération de données (cyberattaques), afin de contrer de manière adéquate ces risques opérationnels («résilience opérationnelle»).

Concept de résilience opérationnelle et évaluation des risques

- ▶ La FINMA définit la résilience opérationnelle comme la capacité de l'établissement à pouvoir rétablir ses fonctions critiques en cas d'interruptions dans les limites de la tolérance aux interruptions, c.-à-d. la capacité de l'établissement à identifier les menaces et les défaillances éventuelles, à s'en protéger et à y réagir, à rétablir la marche ordinaire des affaires en cas d'interruptions et à en tirer des enseignements pour minimiser les conséquences sur l'exécution des fonctions critiques.
- ▶ Les perturbations opérationnelles et l'indisponibilité de services commerciaux clés sont susceptibles de causer un préjudice généralisé aux clients et à l'intégrité du marché, de menacer la viabilité des institutions et de provoquer l'instabilité du système financier.

Contenu essentiel

- ▶ Principe de proportionnalité: mise en œuvre au cas par cas en fonction de la taille, de la complexité, de la structure et du profil de risque de l'établissement.
- ▶ Gestion globale des risques opérationnels dans le cadre de la gestion des risques à l'échelle de l'établissement: le Conseil d'administration approuve les principes de base de la gestion des risques opérationnels pertinents et surveille leur application.

Il s'agit notamment de:

- ▶ La gestion des risques liés aux TIC (technologies de l'information et de la communication): Nécessite un haut niveau d'expertise de la part de tous les membres impliqués.
 - Les cyberattaques
 - Risques concernant les données critiques
 - Risques liés à la conception et à la mise en œuvre du BCM (Business Continuity Management)
 - Risques liés aux activités transfrontalières

Mesures à prendre

Conseil d'administration:

- ▶ Définition d'une stratégie TIC (orientation et développements technologiques) et surveillance de l'efficacité de la gestion des TIC.

Direction générale (DG):

- ▶ Mise en œuvre de la stratégie TIC, gestion des risques liés aux TIC et garantie de ressources adéquates. Assurer la fiabilité, l'intégrité et la disponibilité des TIC utilisées.

Rapports internes et contenu - Circ.-FINMA 23/1, cm 41 ss:

- ▶ Prise en considération des facteurs externes tels que les événements de perte reconnus d'autres institutions, les changements de la situation de sécurité ou les changements dans les exigences réglementaires;
- ▶ Résultats de l'application d'outils et de méthodes supplémentaires conformément au cm 33 de la Circ.-FINMA 23/1 «Risques et résilience opérationnels – banques», tels que la collecte et l'analyse systématiques des données de pertes internes et des événements externes pertinents.

Opérations ICT (exploitation et maintenance) cm 53 ss Circ.-FINMA 23/1:

- ▶ Maintenir un inventaire de tous les composants des TIC (matériel, logiciel et emplacement des données critiques); l'inventaire doit être disponible en temps utile et régulièrement revu et mis à jour.

Gestion des incidents («Incident Management») - Circ.-FINMA 23/1, cm 58 ss

- ▶ Mise en place des procédures, processus et contrôles pour atténuer le risque d'incidents de sécurité. Définition des rôles et responsabilités pour le traitement des incidents et lien entre les incidents TIC et le BCM (Business Continuity Management) ainsi que le DRP (Disaster Recovery Plan).

Calendrier

Entrée en vigueur: 1er janvier 2024

- ▶ Délais transitoires: en ce qui concerne la garantie de la résilience opérationnelle, il existe pour les destinataires un délai de transition de deux ans (cf. les références correspondantes dans la Circulaire 2023/01, ch. 113)
- ▶ Pour certaines exigences particulières (comme celles relatives à l'inventaire), un délai transitoire d'un an s'appliquait à compter de l'entrée en vigueur.



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Indirectement ou partiellement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Pas concernés

Risques opérationnels banques et Résilience opérationnelle (2/2)

Circ.-FINMA 2023/1

Créer la transparence nécessaire en ce qui concerne les risques opérationnels et la résilience opérationnelle

Principes de base et nouveautés

Gestion des cyberrisques cm 61 ss Circ.-FINMA 23/1

- ▶ Les cyberrisques doivent être intégrés de manière transparente dans l'inventaire des risques opérationnels. Rapport annuel sur les cyberrisques à l'intention de la Direction générale (efficacité des contrôles, cyberévénements); exigences minimales à prendre en compte dans le cadre du système de contrôle interne (SCI).
 - i) Identification des cyberrisques sur la base de l'inventaire informatique et du portefeuille de processus opérationnels.
 - ii) Mise en œuvre de procédures et de contrôles de surveillance des systèmes pour détecter et répondre aux cyberattaques (y compris la déclaration obligatoire des cyberattaques à la FINMA et l'analyse de suivi appropriée).
- ▶ Planification des procédures de reprise des activités en cas de cyberattaques. Mise en place de programmes obligatoires de sensibilisation aux cyberrisques pour les employés et mise en place d'évaluations périodiques de la vulnérabilité et de tests d'intrusion.

Gestion du risque lié aux données critiques cm 71 ss

Circ.-FINMA 23/1

- ▶ La circulaire révisée inclut dans la gestion des risques les dimensions de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données dites critiques. Ceci est conforme au BCBS (Comité de Bâle sur le contrôle bancaire).
- ▶ Les données critiques sont des données qui nécessitent une protection particulière. Il appartient à la banque de classer les données en fonction du risque.
- ▶ Mise en place et documentation de la gestion des données critiques, conformément à une stratégie de données définie.
- ▶ Définition des processus, contrôles, rôles et responsabilités liés aux données critiques:
 - Respect des exigences en matière de confidentialité, d'intégrité et de disponibilité des données critiques
 - Protection des données critiques stockées en dehors de la Suisse
 - Signalement sans délai des incidents à la FINMA
 - Due diligence pour la sélection des prestataires de services qui ont accès aux données critiques (définition des critères et mise en place d'examen périodiques).

Business Continuity Management (BCM) cm 83 ss Circ.-FINMA 23/1

- ▶ Les exigences BCM contraignantes jusqu'à présent ont été reprises avec des affinements. Les exigences BCM doivent être adaptées en cas de délocalisations significatives. Avant l'entrée en vigueur de la nouvelle circulaire le 1er janvier 2024, le CA doit approuver les «objectifs de continuité» (également appelés «tolérances aux interruptions») ainsi que les «fonctions critiques»*.

Résilience opérationnelle - cm 101 ss Circ.-FINMA 23/1 «Risques et résilience opérationnels – banques»:

- ▶ La FINMA définit la résilience opérationnelle comme la capacité de l'établissement à pouvoir rétablir ses fonctions critiques en cas d'interruptions dans les limites de la tolérance aux interruptions, c.-à-d. la capacité de l'établissement à identifier les menaces et les défaillances éventuelles, à s'en protéger et à y réagir, à rétablir la marche ordinaire des affaires en cas d'interruptions et à en tirer des enseignements pour minimiser les conséquences sur l'exécution des fonctions critiques. Les perturbations opérationnelles et l'indisponibilité de services commerciaux clés sont susceptibles de causer un préjudice généralisé aux clients et à l'intégrité du marché, de menacer la viabilité des institutions et de provoquer l'instabilité du système financier.
- ▶ Les éléments suivants permettent de soutenir la résilience opérationnelle:
 - Focalisation avec une vue top-down (top=BoD) sur les opérations les plus stratégiques (appelées «fonctions critiques» dans la circulaire)
 - Identification des fonctions critiques et de leurs tolérances aux risques, qui doivent être approuvées (annuellement) par le CA.

Calendrier

Entrée en vigueur: 1er janvier 2024

* Fonctions critiques: Processus, services et ressources nécessaires à leur fourniture, dont l'interruption mettrait en péril la pérennité de l'établissement ou son rôle sur le marché financier.



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Indirectement ou partiellement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Pas concernés

Réduction des risques sur les marchés immobilier et hypothécaire dans les opérations de crédit

Communication FINMA sur la surveillance 02/2025 «Risques sur les marchés immobilier et hypothécaire»

Base légale

- ▶ L'obligation de recenser, limiter et surveiller les risques découle des exigences organisationnelles formulées à l'art. 3, al. 2, let. a de la loi sur les banques en relation avec l'art. 12, al. 2 de l'ordonnance sur les banques. Ces obligations couvrent également les risques liés au marchés immobilier et hypothécaire.
- ▶ Les principes de gestion des risques sont décrits dans la Circ.-FINMA 2017/01 «Gouvernance d'entreprise – banques». Les exigences en matière de dotation en fonds propres sont définies dans l'Ordonnance sur les fonds propres (OFR). Au sens de l'art. 72d OFR, les banques doivent, par le biais de directives internes, assurer de manière durable et systématique la viabilité financière des crédits octroyés.
- ▶ Dans sa Communication sur la surveillance 02/2025 «Risques sur les marchés immobilier et hypothécaire», la FINMA précise ses attentes relativement aux exigences réglementaires appliquées aux opérations hypothécaires. Cet avis se fonde sur ses observations de pratiques de surveillance, révélant que de nombreux établissements utilisent la réglementation fondée sur des principes de manière excessive dans le secteur du crédit.

Les attentes de la FINMA

La FINMA attend des établissements soumis à sa surveillance de mettre en œuvre les mesures suivantes pour réduire les risques dans les opérations immobilières et hypothécaires:

- ▶ Limiter, suivre de près et documenter systématiquement l'octroi de crédits présentant un profil de risque accru.
- ▶ Concevoir des critères de capacité financière considérés comme durables et tenant compte d'éventuelles hausses des taux d'intérêt. Renforcer les directives internes au sens de l'art. 72d OFR; assurer de manière systématique la capacité d'endettement.

La FINMA a identifié des faiblesses qualitatives dans les évaluations immobilières, notamment l'application de taux de capitalisation trop bas pour les immeubles de rendement. Dans ce contexte, la FINMA attend des établissements:

- ▶ Une documentation claire et la validation annuelle des méthodes et modèles d'évaluation;
- ▶ L'alignement des politiques internes en matière de risque sur des normes prudentielles minimales;
- ▶ Une remise en question critique des marges d'appréciations actuelles.

Par ailleurs, la FINMA souligne la nécessité d'identifier et surveiller systématiquement les risques de réputation liés aux opérations hypothécaires.

S'agissant du nantissement et de l'amortissement, la FINMA précise que les prescriptions de l'autorégulation doivent être considérées comme une norme minimale. Les établissements doivent définir des prescriptions internes supplémentaires, ajustées aux risques, afin d'assurer une gestion adéquate des risques.

Recommandation

- ▶ Révision et renforcement des critères de capacité financière par segment (ex. immeubles d'habitation à usage propre ou immeubles de rendement):
 - Durcir les exigences internes relatives aux prescriptions en matière de nantissement
 - Définir un ratio ETP maximal
- ▶ Amortissement adapté en fonction des risques encourus
- ▶ Documentation et validation régulières des modèles d'évaluation
- ▶ Alignement des taux de capitalisation sur les normes de marché et les profils de risque
- ▶ Suivi renforcé des prêts présentant un profil de risque accru
- ▶ Surveillance des risques de réputation liés aux crédits au niveau de la banque dans son ensemble



Surveillance consolidée selon la LB et la LEFin

Circ.- FINMA 2025/4 «Surveillance consolidée des groupes financiers selon la LB et la LEFin»

Principes de base et nouveautés

- ▶ La FINMA définit les pratiques de la surveillance consolidée selon la loi sur les banques (LB) et la loi sur les établissements financiers (LEFin) dans une nouvelle circulaire. Le champ d'application couvre les groupes financiers (art. 3c LB) et les banques qui font partie d'un groupe financier (art. 1a LB). En outre, la circulaire s'adresse aux groupes financiers dominés par la négociation de titres (art. 49 LEFin) et aux maisons de titres qui font partie d'un groupe financier (art. 2, al. 1, let. e en lien avec l'art. 41 LEFin), ainsi qu'aux groupes financiers et aux personnes visés à l'art. 1b LB.
- ▶ Par souci de simplification, le terme «établissement» est utilisé ci-après pour désigner les banques, les personnes visées à l'art. 1b LB et les maisons de titres qui relèvent du champ d'application de la présente circulaire.

Mesures de cloisonnement à titre exceptionnel

- ▶ Dans des cas exceptionnels et selon sa libre appréciation, la FINMA peut renoncer à exiger une surveillance consolidée en vertu des articles 3b et 3d, al. 1, LB. Pour prévenir les risques spécifiques individuels, la FINMA peut, en appliquant le principe de proportionnalité, ordonner des mesures de cloisonnement préventives appropriées (dites de «ring fencing») ou d'autres dispositions, telles que des ajustements structurels au sein du groupe, au lieu d'une consolidation.

Étendue de la surveillance consolidée (périmètre de consolidation réglementaire)

- ▶ Le périmètre de consolidation réglementaire comprend, indépendamment de la forme juridique, au moins deux entreprises, dont au moins une doit exercer une activité en tant qu'établissement financier. L'intégration éventuelle d'un établissement dans le périmètre de consolidation réglementaire est évaluée en fonction, d'une part, de l'activité commerciale de l'entreprise (principalement active dans le domaine financier) et, d'autre part, de l'existence d'une entité économique formée par les entreprises concernées (contrôle exercé grâce à une participation majoritaire ou d'une autre manière) et de l'existence d'un devoir de prêter assistance en fait ou en droit entre ces entités.

- ▶ La notion d'«activité dans le domaine financier» visée à l'art. 4 OB ne se limite pas aux activités qui sont soumises à une obligation d'obtenir une autorisation ou de s'enregistrer en vertu de la législation suisse sur les marchés financiers. Plus large, elle englobe généralement la fourniture de services financiers pour compte propre ou à titre d'intermédiaire. Il est important de noter que la définition des services financiers ne présuppose pas une obligation d'enregistrement ou d'autorisation.
- ▶ Les entreprises au sens de la LB forment un groupe financier si elles constituent une unité économique ou sont liées entre elles par un devoir de prêter assistance en fait ou en droit. Des entreprises forment une unité économique (selon l'art. 21, al. 1 OB) lorsque l'une des entreprises détient directement ou indirectement plus de la moitié des voix ou du capital des autres entreprises ou les domine d'une autre manière. Une société peut également être intégrée dans la surveillance consolidée en l'absence de participation majoritaire ou d'une domination d'une autre manière lorsque d'autres éléments de nature juridique ou factuelle font ressortir un devoir de prêter assistance et donc des liens entre les entités concernées. Les groupes financiers peuvent adopter une structure de maison mère, une structure de holding, une structure atypique ou être un sous-groupe d'un groupe financier étranger. La surveillance consolidée de la FINMA s'étend en principe à toutes les sociétés du groupe actives dans le domaine financier.

Contenu de la surveillance consolidée

Pour les groupes financiers, les mêmes règles s'appliquent en principe sur une base consolidée que pour les établissements sur une base individuelle (art. 3e LB). Le contenu de la surveillance consolidée peut être divisé en éléments qualitatifs et quantitatifs:

- ▶ Les exigences qualitatives comprennent:
 - Une organisation appropriée du groupe financier (art. 24, al. 1, let. a, OB)
 - Un SCI approprié du groupe financier (art. 24, al. 1, let. b, OB)
 - Une gestion des risques appropriée du groupe financier (art. 24, al. 1, let. c, OB)
 - Une garantie d'une activité irréprochable des personnes dirigeant le groupe financier (art. 24, al. 1, let. d, OB)
 - Une direction séparée de l'organe responsable de la haute direction, de la surveillance et du contrôle au niveau du groupe financier (art. 24, al. 1, let. e, OB)
 - La désignation d'une société d'audit indépendante pour l'audit (art. 24, al. 1, let. i, OB)

- ▶ Les éléments quantitatifs comprennent les exigences suivantes:

- Prescriptions en matière de fonds propres et de répartition des risques (art. 4, al. 1, LB en lien avec l'art. 24, al. 1, let. f, OB)
- Annonce des risques sur une base consolidée (circulaire de la FINMA 2019/2 «Risques de taux – banques»)
- Prescriptions en matière de liquidités (art. 4, al. 1, LB en lien avec l'art. 24, al. 1, let. g, OB)
- Prescriptions en matière d'établissement des comptes (art. 24, al. 1, let. h, OB)

La FINMA a le pouvoir d'exempter les sociétés du groupe, qui ne sont pas significatives pour la surveillance, de certains éléments quantitatifs de la surveillance consolidée. L'évaluation est effectuée séparément pour chaque domaine réglementaire quantitatif. Le caractère significatif des sociétés du groupe est évalué par l'établissement et vérifié par la société d'audit dans le cadre de son audit.

Calendrier

Entrée en vigueur: 1er juillet 2025

Actualité des projets de réglementations

Création d'un registre de transparence pour les ayants droit économiques

Principes de base et nouveautés

Mandat du Conseil fédéral

- ▶ Lors de sa séance du 12 octobre 2022, le Conseil fédéral avait chargé le Département fédéral des finances (DFF) d'élaborer, d'ici au deuxième trimestre 2023, un projet de loi visant à accroître la transparence et à faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales. Il entend ainsi renforcer la prévention et la poursuite pénale dans le domaine de la criminalité financière et, par conséquent, l'intégrité et la réputation de la place financière suisse.
- ▶ Le 30 août 2023, le projet de «Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques» a été mis en consultation. L'objectif était de présenter un message au Parlement en 2024.
- ▶ Base légale actuelle aux art. 697j ss. CO («Répertoire des ayants droit économiques»); inséré selon la Loi Fédérale du 12 décembre 2014 sur la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI/ FATF) révisées en 2012.
- ▶ But: augmenter la transparence pour faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales.
- ▶ Résultat: la mise en œuvre des exigences légales actuelles est insuffisante.

Objectif

- ▶ Accroître la transparence pour faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales. Le projet vise notamment à introduire un registre central d'identification des ayants droit économiques et de nouvelles obligations de maintien à jour des informations sur les ayants droit effectifs en fonction des risques.
- ▶ Le registre doit être accessible aux autorités compétentes, mais pas au public.
- ▶ Le Conseil fédéral attache la plus grande importance à la lutte contre la criminalité financière et franchit, avec ce projet, une nouvelle étape dans le renforcement du dispositif suisse. En même temps, il concrétise sa stratégie 2021-2024 contre la corruption.

- ▶ En plus du niveau national, la Suisse a participé à la mise en place d'un système mondial d'identification des acteurs des marchés financiers (GLEIF) afin d'améliorer la qualité des données financières et de mieux évaluer les risques systémiques. L'identifiant international des acteurs des marchés financiers (LEI) peut également contribuer à identifier clairement les entreprises et à détecter les risques systémiques en utilisant les informations du registre des ayants droit économiques.
- ▶ En outre, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a publié des recommandations sur la transparence des ayants droit économiques des personnes morales et évalue régulièrement leur mise en œuvre. Le respect des normes internationales est un objectif stratégique du Conseil fédéral, notamment en ce qui concerne les listes de l'UE des pays présentant un risque de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale.

Principaux éléments

- ▶ L'introduction d'un registre fédéral des ayants droit économiques des personnes morales, géré par le DFJP et accessible aux autorités compétentes, aux intermédiaires financiers, aux conseillers et aux avocats, afin de satisfaire aux obligations de diligence en matière de blanchiment d'argent.
- ▶ La création d'une autorité de contrôle, rattachée au DFF, chargée de garantir la qualité du registre.
- ▶ Il y a pour les sociétés, de nouvelles obligations d'identifier, de vérifier et de mettre à jour leurs ayants droit économiques, et les actionnaires et les ayants droit économiques doivent coopérer à l'exécution de ces obligations.
- ▶ L'introduction d'obligations d'annonce à la société et aux registres concernés pour les administrateurs, les directeurs, les associés et les actionnaires agissant à titre fiduciaire.

Destinataires de la loi

- ▶ Les personnes morales de droit suisse (SA, Sàrl, SICAV/SICAF, coopératives, fondations ainsi que les associations qui doivent s'inscrire au registre du commerce).
- ▶ Entités juridiques ayant leur siège à l'étranger, qui ont un lien étroit avec la Suisse et présentent des risques particuliers (par exemple, propriété immobilière, gestion effective en Suisse ou exploitation d'une succursale).

Recommandation GAFI de mars 2022

- ▶ Le Groupe d'action financière (GAFI) a adopté ses recommandations révisées sur la transparence des personnes morales et l'identification des bénéficiaires effectifs. La mise en œuvre de ces recommandations sera évaluée pour tous les pays membres dans le cadre du prochain cycle d'évaluation. La Suisse est membre du GAFI. En 2020 déjà, la Suisse avait fait l'objet de recommandations lui enjoignant d'améliorer encore la transparence des bénéficiaires effectifs des personnes morales. Selon toute vraisemblance, l'examen de la Suisse est prévu jusqu'en 2027.

Calendrier

Message du Conseil fédéral : 22 mai 2024

Entrée en vigueur: dès 2026



Banques et Maisons de titres: Directement concernées



Asset Management: Directement concernés



Gestionnaire de fortune et Trustees: Directement concernés

N'HÉSITÉZ PAS À NOUS CONTACTER

TAULANT AVDIJA

Responsable Regulatory & Compliance Suisse
Associé, Avocat
taulant.avdija@bdo.ch

BDO SA

Route de Meyrin 123
Case postale 150
1215 Genève 15

BDO SA

BDO SA est l'une des plus importantes sociétés suisses d'audit, de services fiduciaires et de conseil. Ses compétences clés englobent les prestations d'audit, les services fiduciaires, le conseil fiscal et juridique ainsi que le conseil aux entreprises. Avec ses 42 sites, l'entreprise dispose du réseau le plus dense de la branche. La proximité et la qualité des compétences sont des valeurs essentielles pour ses 1'800 collaborateurs. De cela découle des relations durables avec les clients. La première succursale entièrement digitale offre aux PME la possibilité de traiter des opérations simples et standardisées de manière automatisée. BDO SA révise et conseille des entreprises actives dans les secteurs de l'industrie et des services, notamment des PME, des sociétés cotées en bourse, des administrations publiques et des organisations à but non lucratif.

Le réseau international BDO, qui couvre plus de 160 pays, est à disposition des entreprises orientées vers l'international. BDO SA a son siège principal à Zurich et est le membre suisse, juridiquement indépendant, du réseau international BDO, dont le siège est à Bruxelles (Belgique).

www.bdo.ch